Annexe T
Ébauche du rapport intérimaire de la RGCM
En date du 21 juillet 2017

De : [Croucher CWO SE@5 Cdn Div HQ Comd@Halifax](mailto:Croucher.CWO.SE@5.Cdn.Div.HQ.Comd@Halifax)
A l'intention de : [Madden LCdr MP@JAG MJ Strat@Ottawa-Hull](mailto:Madden.LCdr.MP@JAG.MJ.Strat@Ottawa-Hull)
C.c. : [Turenne MGen CJ@C Army Asst C Army@Ottawa-Hull](mailto:Turenne.MGen.CJ@C.Army.Asst.C.Army@Ottawa-Hull); [Lavigne CPO 1 JRGS@JAG@Ottawa-Hull](mailto:Lavigne.CPO.1.JRGS@JAG@Ottawa-Hull)
Objet : Opinion initiale de la chaîne de commandement - Révision globale de la cour martiale
Date : 9 novembre 2016 05:44:00 AM

Monsieur,

Pour me présenter rapidement, je suis l'Adjuc Shawn Croucher, SM 5^e Div C. On nous a récemment demandé de donner une rétroaction dans le cadre de l'initiative en objet.

Mes commentaires se fondent sur mes observations et mes expériences au cours des 7 dernières années comme adjuc. Au cours de ces 7 années, j'ai été SMR d'unité pendant 3 ans, SM de formation pendant 3 ans, et SM de division pendant 1 an (poste actuel).

- Le laps de temps entre le dépôt des accusations et le déroulement réel de la CM est trop long. D'expérience, il peut durer de 18 à 24 mois. Il arrive souvent que les accusations soient abandonnées en raison du temps pour administrer la justice et d'autres raisons qui, j'en suis sûr, sont fondées. La difficulté reste néanmoins le temps qui s'écoule.
- Les punitions données dans une CM sont perçues comme plus douces que celles qui sont données lors de procès sommaires. Un bon exemple : un sdt s'est fait donner 18 jours de détention pour le vol de la trousse d'un autre soldat; 6 mois plus tard, un sdt s'est fait donner une amende de 650 \$ pour le vol d'explosifs plastiques C4 dans un champ de tir. Certes, plusieurs facteurs sont considérés lors de la sélection d'une punition, mais le sentiment général reste que les punitions des CM sont plus clémentes.
- L'administration et le droit militaire sont souvent mal compris et mêlés au niveau de l'unité. Par exemple, il y a encore des équipes de commandement d'unité qui attendront le résultat d'un procès donné (qu'il soit un procès sommaire, une cour martiale ou un procès civil) avant de commencer un processus administratif (c.-à-d. PMG, AE et MG et S). Peut-être que cette formation doit être renforcée pendant un cours d'instruction à l'intention de l'équipe de commandement ou au niveau de la PP.
- Je trouve aussi, d'expérience, que le maillon faible du processus est bien souvent l'enquête :

- les enquêtes de la PM sont mal dirigées et lentes. Bien souvent, il faut trop de temps pour obtenir le RIPM, et la plupart du temps, il y a des erreurs d'enquête ou de l'information incomplète. Un bon exemple serait une enquête attendue par la 5 Div pendant plus de 11 mois, ce qui n'a laissé que 1 mois pour produire un PVPD. Les enquêtes récemment reçues du SNE ont été bien faites et sont arrivées dans des délais opportuns. Peut-être faut-il plus de policiers militaires et une meilleure formation en matière d'enquête.
- Bon nombre des RIPM reçus par une unité recommandent que les accusations soient portées en vertu du C. cr. Si une recommandation d'accusation est faite par la PM (ou sa chaîne de commandement), elle devrait être formulée en vertu de la LDN et non du C. cr. Par exemple, une altercation entre deux soldats qui se battent sur la base, à l'extérieur du Mess des officiers juniors, entraînerait, selon la LDN, une accusation de « querelle ou bataille », alors que les RIPM recommandaient souvent une accusation d'« agression ».
- Les enquêtes menées par l'unité sont mal effectuées. À mon avis, et selon mon expérience, nos modèles d'instruction et de PP actuels ne préparent pas correctement les MR (ou les officiers) à effectuer des enquêtes disciplinaires d'unité selon une norme suffisante pour un procès sommaire ou une cour martiale. Bien que la FAOP soit un bon cours pour présenter la justice militaire au niveau de l'unité, il ne se prête pas à l'exécution d'une enquête complète. Une bonne solution pourrait être d'officialiser le cours sur les EDU et CL et en faire une instruction obligatoire au niveau PP3 (adj).

J'espère que cette rétroaction sera utile pour vos objectifs. Si vous avez besoin de davantage de détails, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Cordialement,
SEC

CWO // Adjud SE (Shawn) Croucher, MMM,CD

5 Div Sgt Maj // RCE Sgt Maj

5th Canadian Division // Canadian Army

Shawn.croucher@forces.gc.ca / Tel: 902-427-0215 / CSN: 427-0215

Sgt Maj 5 Div // Adjud GRC

Sieme Division du Canada // Armée canadienne

Shawn.croucher@forces.gc.ca / Tél : 902-427-0215 / RCCC : 427-0215